

## TRIBUNE

### BILAN DES 100 PREMIERS JOURS DU GOUVERNEMENT

# On n'a pas profité de l'effondrement du prix du pétrole

Par Radhi MEDDEB\*

**I**L faut reconnaître au gouvernement actuel et savoir lui être gré d'avoir géré correctement la crise sanitaire. Il faut également lui reconnaître la grande précarité de la situation économique, financière, sociale et politique dont il a hérité et les limites des marges de manœuvre dont il disposait en matière de finances publiques.

La gestion de la crise sociale, corollaire de la crise sanitaire, a été menée avec des moyens limités mais avec une réelle volonté d'y faire face. Elle s'est faite de manière quelque peu brouillonne et coûteuse.

C'est au niveau de la gestion de la crise économique que le bât blesse. Le gouvernement n'a pas fait un usage optimal des moyens limités dont il disposait. Les rééchelonnements des crédits aux particuliers et des microcrédits n'étaient pas toujours justifiés et encore moins dans les conditions et aux coûts qui ont été imposés. Le gouvernement n'a pas voulu tirer avantage de l'effondrement du prix du pétrole, laissant filer une possible économie de plusieurs milliards de dinars. Depuis, la fenêtre de tir s'est refermée et le prix du pétrole a repris sa marche vers de nouveaux sommets. Les aides annoncées en faveur des entreprises tardent à se mettre en place. Les tergiversations en matière d'accueil des non-résidents ont compromis la saison touristique.

Par ses mesures fiscales, son emprunt obligataire de solidarité, non contestable dans son principe mais critiquable dans ses modalités, le gouvernement semble donner la priorité à la gestion des finances publiques au détriment d'un soutien d'ampleur à l'activité économique.

Aujourd'hui, l'urgence doit être réservée à une meilleure gestion de la dette publique, essentiellement dans sa dimension extérieure, à la fiscalisation des activités illicites et de la contrebande, à la prospection active des investissements européens en quête de relocalisation régionale et à la restauration de la confiance au niveau de l'ensemble des acteurs économiques et de l'administration. Les autorités devraient bannir tout ce qui pourrait être de nature à décourager l'initiative des opérateurs locaux et des étrangers, à un moment où nous en avons tant besoin.

**R.M.**

\*Expert en économie

**N.B. :** L'opinion émise dans cette tribune n'engage que son auteur. Elle est l'expression d'un point de vue personnel.